



# TRANSPARENCY INTERNATIONAL LUXEMBOURG

## The press review

10-20 June 2013

Prepared by Transparency International Luxembourg

### Disclaimer

Cette revue de presse est compilée par Transparency International Luxembourg. Les idées et opinions exprimées dans les articles cités sont fournis à titre d'information uniquement et ne représentent pas les idées et opinions de Transparency International Luxembourg, qui s'en distance formellement. La véracité et l'exactitude des documents repris ou cités dans cette revue de presse n'a pas été confirmée par Transparency International Luxembourg. Pour toutes questions concernant ce service, nous vous prions de bien vouloir contacter notre bureau au numéro de téléphone 26 38 99 29 ou par e-mail au [secretariat@transparence.lu](mailto:secretariat@transparence.lu).

### Information importante « hotline anti corruption »

Nous vous rappelons que nous avons mis en place une « hotline » qui permet d'obtenir aide et assistance gratuite pour les particuliers pour tout fait constitutif de corruption au sens large ou de trafic d'influence (en tant que victime ou de témoin).

Vous pouvez nous joindre à cet effet par téléphone au numéro 26 38 99 29, par email [info@transparence.lu](mailto:info@transparence.lu) ou alors directement en nos bureaux situés au 11C, Bd. Joseph II, Luxembourg.

# National



DOSSIER

## Procès Bommeleeër

29 ans après la série d'attentats survenue au Luxembourg entre mai 1984 et mars 1986, la 9<sup>e</sup> chambre criminelle de l'arrondissement de Luxembourg devra trouver la vérité juridique.

VOTE DE CONFIANCE

13 juin 2013 07:25; Act: 13.06.2013 11:27

## Le gouvernement peut-il vraiment démissionner?

*LUXEMBOURG - Quel est l'enjeu du vote de confiance à la Chambre ce jeudi? Pour vous, «L'essentiel Online» fait un tour d'horizon des différents scénarios possibles.*



*Le chef de la fraction socialiste, Lucien Lux (à g.), affirme ne pas encore avoir pris de décision. (photo: Editpress)*

Le [vote de confiance](#) de DP et Déi Gréng n'est pas seulement le point culminant des affaires [SREL](#) et [Bommeleeër](#), mais également un moment historique dans l'histoire

gouvernementale luxembourgeoise. L'unique fois où cette question a été posée, en 1848, les députés avaient choisi de retirer leur confiance au gouvernement. Résultat des courses, les dirigeants ont dû démissionner. Comme le LSAP n'a officiellement pas encore décidé s'il va soutenir ou non son partenaire de coalition, il est impossible, à ce stade, de prévoir l'issue du vote de confiance. Mais une chose est claire: **le destin du gouvernement actuel est entre leur mains**. Un pouvoir mathématique puisque 39 des 60 députés appartiennent à la coalition CSV-LSAP. Et sur ces 39 députés de la majorité, treize sont socialistes. Quels sont les scénarios possibles dans ce contexte?

**Suivez le Live de la Chambre sur L'essentiel Online à partir de 14h. La séance commencera par des explications de Frieden, ensuite suivront les deux votes de confiance. Le vote de confiance non contraignant**

La constitution luxembourgeoise ne prévoit pas de vote de confiance, c'est pourquoi ce dernier ne sera pas juridiquement contraignant... mais nuirait quand même gravement à l'image de la coalition. Si un vote de confiance n'est pas mentionné explicitement, l'article 77 de la constitution prévoit la possibilité d'«accuser un membre du gouvernement», non sur le plan juridique, mais bien sur le plan politique. Pour ce qui est de la démission forcée, elle peut seulement intervenir sur décision du chef d'État, le Grand-Duc. Contrairement à d'autres pays européens, telle l'Allemagne, le vote de confiance est non contraignant et n'a qu'une valeur purement symbolique.

**• Le LSAP soutient son partenaire de coalition:**

Dans ce cas, les deux votes de confiance (le premier portant sur la crédibilité de Luc Frieden et le second sur la crédibilité du gouvernement) sont déboutés. Cette possibilité est loin d'être improbable mais nuirait à l'image du LSAP à moins d'un an des prochaines élections. Vient s'ajouter à cela que le parti risque de subir de plein fouet les difficultés auxquelles ses ministres étaient confrontés en temps de crise. Effectivement, des ministères délicats, tels que celui du travail, de la sécurité sociale, de la santé, de l'éducation et de l'économie reviennent au socialistes et il est envisageable que les électeurs leur fassent payer cher certaines des décisions qu'ils ont prises. Craignant de ne pas réussir à tirer son épingle du jeu lors des élections prévues au printemps 2014, le LSAP pourrait donc être tenté de lâcher le CSV ce jeudi.

**• Le vote des députés socialistes n'est pas unanime:**

Dans ce cas de figure, certains députés pourraient ainsi renouveler leur confiance au gouvernement alors que d'autres pourraient estimer que Luc Frieden et le CSV ne sont **plus crédibles du tout**.

**• L'ensemble des socialistes estiment que Frieden est effectivement coupable:**

Une hypothèse qui se base sur le fait que l'actuel ministre des Finances a réellement **tenté d'obstruer la justice**, accusations que Luc Frieden continue à **nier catégoriquement**. Dans ce cas de figure, le LSAP pourrait faire tomber le gouvernement, même si, quelle que soit l'issue du vote, ce dernier n'est juridiquement pas contraignant (voir encadré ci-contre). Toutefois, le CSV serait alors

considérablement affaibli et quasiment forcé d'annoncer des élections anticipées. Les partis auraient ainsi un maximum de trois mois pour mener leur campagne avant que les électeurs ne soient appelés aux urnes. Un scénario que les observateurs estiment pourtant peu probable, étant donné que les reproches à l'origine du vote de confiance se dirigent contre l'actuel ministre des Finances.

- **Quels sont les risques politiques de ce vote?**

Il convient d'indiquer que les députés du LSAP n'ont intérêt à s'exprimer contre la coalition qu'en ayant la certitude de pouvoir gouverner avec le DP et Déi Gréng, soit la troisième et la quatrième force du pays et farouches adversaires de la coalition CSV/LSAP. Un pari risqué dans la mesure où les urnes sont encore loin d'avoir livré leur verdict. Actuellement, les socialistes disposent de 13 députés au Parlement. Les deux principaux partis de l'opposition comptent 9 députés (DP) et 7 députés (Déi Gréng). Dans la composition actuelle de la Chambre, les trois partis n'auraient même pas la majorité au Parlement (il faut 31 sièges pour la majorité absolue et n'en auraient que 29)!

Luc Frieden pourrait donc être le seul à pâtir des récents événements. Le deuxième parti du Luxembourg pourrait ainsi nouer sa confiance à la démission de M. Frieden, autrefois ministre de la Justice. Il reviendrait alors au parti de Jean-Claude Juncker de décider s'il est solidaire avec Frieden et démissionne avec lui, ou s'il décide de le sacrifier. Ce scénario est actuellement le plus plausible. Pourtant, tous les dés ne sont pas encore jetés, car Robert Biever, procureur général d'État, a fixé une conférence de presse pour 10h jeudi, soit quelques heures avant le vote décisif. Les spéculations sur les motifs de cette réunion et la teneur de son discours vont bon train. Y aura-t-il de nouvelles révélations qui pourraient encore changer la donne ou Biever serait-il susceptible d'innocenter Frieden en avouant qu'il risque d'avoir accordé trop de poids aux interrogations de Frieden face au dossier Bommeleeër?

(Michel Thiel/*L'essentiel Online*)

# D'Lëtzebuerger Land

14.06.2013

Conséquences politiques des affaires Srel et Bommeleeër : Aucune

## Black box

josée hansen

C'était sa dernière phrase, hier, jeudi, à 10h30 à la Cité judiciaire : « Je regrette que l'affaire Bommeléeër n'ait pas pu être complètement élucidée, affirma le procureur général d'État Robert Biever. Mais il n'y a aucun élément dans le dossier qui établirait une faute de Monsieur Frieden pour cela. » En une phrase, il avait, malgré lui à ce qu'il paraît, déchargé l'ancien ministre de la Justice, au cœur de la polémique sur au moins son manque de soutien, sinon son entrave à l'enquête sur les attentats à la bombe durant ses deux mandats consécutifs à la Justice (1998-2009). En même temps, la longue déclaration à la presse de Roby Biever, avec moult détails sur l'acharnement du Service de renseignement, époque Mille, à décrédibiliser plusieurs personnes, dont lui-même, par des rumeurs de pédophilie, servait à désamorcer la vague de dénigrement que s'apprêtaient, craignait-il, à lancer plusieurs députés en sa direction. Trois heures et demie plus tard, le ministre allait devoir se soumettre à l'exercice pénible d'un vote de confiance au parlement. À quelques pas de la Cité judiciaire, les ministres de la coalition CSV-LSAP faisaient le va-et-vient entre l'Hôtel de Bourgogne, siège du ministère d'État, et les sièges de leurs groupes parlementaires respectifs.

## **Un G8 en toute transparence ?**

2013-06-15 10:17:00



**Le G8 sonnera-t-il définitivement le glas du secret bancaire lundi et mardi en Irlande du Nord? À entendre le Premier ministre britannique, David Cameron, il est temps de lancer l'opération transparence et «d'abattre les murs du secret bancaire» par «des mesures concrètes».**

En matière de transparence fiscale, l'histoire nous a appris dernièrement qu'il faut se méfier de ceux qui crient le plus fort leur volonté de lutter contre l'opacité. En France, l'ancien ministre du Budget Jérôme Cahuzac en a été l'illustration parfaite.

Le Luxembourg, lui, fait moins de bruit, mais a pourtant entériné le principe de l'échange automatique d'informations. Il demeure toutefois présenté comme résistant sur le sujet, car il argue – désormais soutenu par Singapour – qu'il acceptera l'échange en tout point uniquement si le monde entier adopte le même principe.

Alors le Grand-Duché fait-il de la résistance ou plutôt preuve de bon sens?

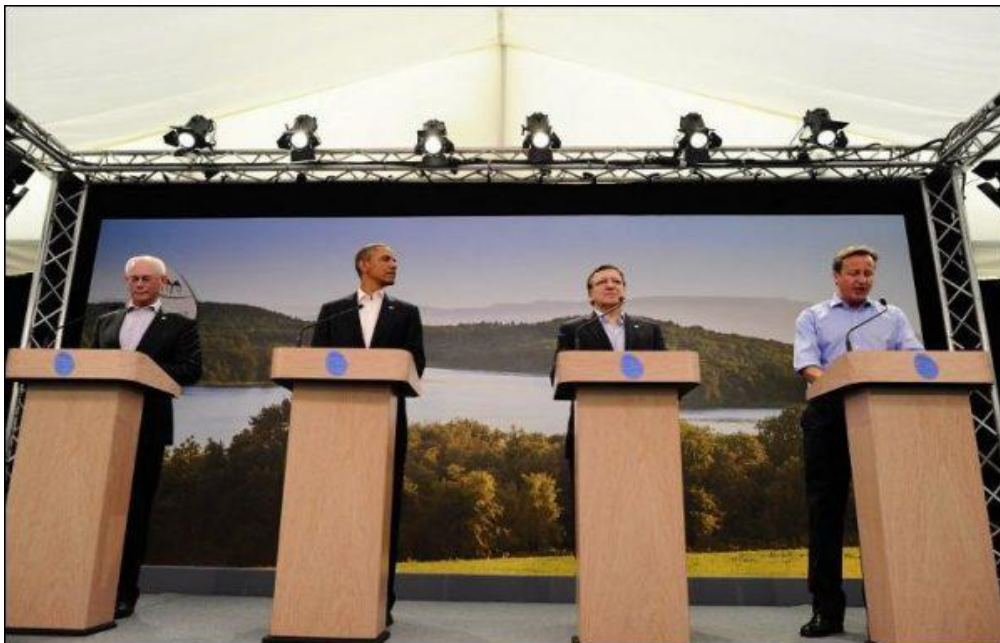
Ceux qui combattent le plus violemment le secret bancaire sont les États-Unis et la Grande-Bretagne, pourtant ces deux pays ne sont pas sans reproche en matière de territoires aux régimes fiscaux très très avantageux. Washington veut que tout le monde applique sa réglementation fiscale Fatca, mais a réussi à faire oublier qu'il possède des havres de paix fiscaux comme l'État du Delaware ou le Nevada. David Cameron, lui, a promis que ses territoires d'outre-mer comme les îles Caïmans joueraient la transparence, mais il a bizarrement oublié de parler de la très avantageuse clause «resident non-domiciled» applicable sur son territoire ou de Jersey et Guernesey.

Si le Luxembourg manie le sujet de l'échange automatique d'informations avec précaution, c'est qu'il ne souhaite pas que, dans une tentative d'imposer un «faites ce que je dis, pas ce que je fais», les États-Unis et le Royaume-Uni sortent seuls vainqueurs de cette bataille en ayant imposé la transparence totale à tous sauf à eux-mêmes. Au sommet du G8, où le Grand-Duché n'a pas droit de cité, il n'est pas certain que si les Européens continentaux présents évoquent le sujet, Américains et Britanniques se mettront vraiment à nu.

18 juin 2013 08:19; Act: 18.06.2013 08:20

# Les paradis fiscaux au cœur du G8 ce mardi

*Les dirigeants des grandes puissances du G8 tenteront ce mardi de porter un nouveau coup à l'exil fiscal et au secret bancaire. Le Luxembourg est directement concerné.*



*Les dirigeants des grandes puissances du G8 tenteront ce mardi de porter un nouveau coup à l'exil fiscal et au secret bancaire. (photo: AFP)*

Priorité du Premier ministre britannique David Cameron, la lutte contre l'évasion fiscale est le point fort de la seconde journée du sommet au luxueux complexe hôtelier de Lough Erne. Le G8 veut donner «une impulsion» et maintenir «la pression politique» après les avancées spectaculaires des derniers mois, explique un diplomate britannique. David Cameron n'accueille pas ses hôtes les mains vides. Il peut se targuer d'avoir obtenu samedi des dix territoires d'outre-mer britanniques et dépendances de la Couronne, souvent des paradis fiscaux notoires comme les Bermudes ou les îles Caïmans, qu'ils rejoignent la convention multilatérale sur l'échange d'informations fiscales.

**Diaporama** Luxembourg impliqué dans le «Offshore-Leaks»

«C'est un pas important, maintenant il faut que les autres pays du G8 mettent aussi de l'ordre chez eux», estime Elisa Bacciotti, de l'organisation non gouvernementale Oxfam. Venue suivre le sommet, elle souligne que le G8, «ce sont plus de quinze paradis fiscaux autour de la table», avec les territoires britanniques, mais aussi Monaco et Andorre pour la France ou l'État américain du Delaware. La convention multilatérale, sous la houlette de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), semble ainsi fédérer un nombre croissant de pays.

### L'échange automatique

Des bastions du secret bancaire, comme l'Autriche, le Luxembourg et Singapour, se sont engagés en mai à signer le texte, et la Chine s'apprête à le faire. Autre pays mis en cause, la Suisse a apporté lundi son soutien à l'OCDE pour définir une «norme mondiale» en matière d'échange automatique d'informations bancaires et fiscales. En Ulster, l'OCDE présente en effet au G8 une feuille de route en quatre étapes vers «un système vraiment multilatéral» d'échange automatique de renseignements fiscaux, clé de voûte de la lutte contre la fraude. Des avancées décisives sont à ses yeux possibles d'ici mi-2014.

Reste, comme le note une source européenne proche des négociations, «que cela ne sert à rien d'avoir l'échange automatique si on se heurte à des structures opaques». L'agenda du G8 prévoit donc d'avancer sur la transparence concernant les propriétaires et bénéficiaires réels des sociétés. Les ONG réclament des registres publics, mais la question fait débat parmi les grandes puissances. Le président américain Barack Obama «n'acceptera pas, pour protéger le Delaware», déplore un négociateur international.

### Les grosses multinationales

In fine, certains dirigeants du G8 pourraient annoncer la mise en place d'un registre national, réservé toutefois à leur administration fiscale et pas accessible à l'opinion publique. «Il est essentiel que ces informations soient dans le domaine public», insiste l'ONG Global Witness. Surtout, selon des sources proches des négociations, les «trusts», ces entités juridiques anglo-saxonnes devenues le symbole des trous noirs de la finance mondiale, devraient être pour l'instant exclus de ces efforts de transparence, malgré les déclarations de bonnes intentions.

Les bénéficiaires de certains placements offshore pourront donc continuer à s'abriter derrière ces paravents. Le G8 doit enfin apporter son soutien aux travaux de l'OCDE pour éviter, à l'avenir, que les multinationales aux activités florissantes échappent à l'impôt grâce à des stratégies d'optimisation fiscale particulièrement complexes. Les grandes puissances (États-Unis, Japon, Allemagne, Canada, Royaume-Uni, France, Italie et Russie) doivent aussi discuter mardi de la lutte contre le terrorisme. David Cameron souhaite que le G8 s'accorde sur le principe de refuser le paiement de toute rançon pour libérer les victimes d'enlèvements.

*(L'essentiel Online/AFP)*





MICHEL WOLTER

17 juin 2013 15:37

## «Je n'ai jamais violé la liberté de la presse»

*LUXEMBOURG - Le président du CSV voulait que les journalistes de «100,7» révèlent la source qui s'était confiée à eux dans le cadre de l'affaire Bommeleeër. Ce lundi, il a tenté de se justifier.*



*Michel Wolter a réfuté les accusations selon lesquelles il avait tenté de porter atteinte à la liberté de presse.  
(photo: Facebook/ Déi Lénk)*

Une presse libre au Luxembourg? Oui, et cela révèle de l'évidence dans une démocratie. Sauf que... Jeudi dernier, le président du CSV, Michel Wolter, a demandé à 100,7 de publier le nom d'une source dans le cadre de l'affaire Bommeleeër/Biever. Des propos perçus par les journalistes comme la volonté de porter atteinte à l'un de leurs droits les plus fondamentaux: la possibilité de permettre à toute personne de s'exprimer librement devant la presse sous couvert d'anonymat.

### **Que voulait cette source anonyme?**

Pour rappel, quelques jours auparavant, 100,7 avait révélé qu' [André Kemmer du SREL](#) avait engagé un détective privé pour vérifier des [soupçons de pédophilie contre le procureur général Robert Biever](#). Selon Biever, le ministre de Justice de l'époque, Luc Frieden, n'était «pas du tout amusé» lorsqu'il a rouvert les investigations sur le Bommeleeër. Dans le but de nuire à sa crédibilité, le SREL aurait alors tenté de monter contre lui un dossier de pédophilie inventé de toutes pièces. Autre révélation de Biever jeudi dernier: le premier ministre Jean-Claude Juncker aurait été au courant de ces activités illégales.

Ce lundi, Michel Wolter a réfuté de telles accusations: «Moi, et le CSV dans son ensemble, avons annoncé jeudi que nous étions prêts à ne pas faire usage de la protection des sources si jamais il s'avérait que la personne qui s'était confiée aux journalistes était issue des rangs du CSV. À aucun moment je n'ai violé la liberté de la presse».

### **Un coup monté**

«Nous n'avons pas exigé quoi que ce soit de la radio 100,7», a souligné Wolter ce lundi. «Des rumeurs très fortes couraient contre moi et contre mon parti (*voir encadré*). Selon ces rumeurs nous aurions nous-même révélé l'existence du dossier de pédophilie à la radio. Je suis moralement très touché et en colère.»

Pour lui, sa demande de jeudi était la seule façon de montrer que le CSV n'était pas derrière ce coup monté, tout en insistant que sa demande avait été mal interprétée par les journalistes. À la fin de son intervention, Michel Wolter a réitéré: «Le CSV et moi-même respectons la protection des sources et la liberté de presse».

(lb/ *L'essentiel Online*)

# Regional/International

HUFF  
POST BUSINESS

## Just Thinking About Money Leads To Corruption: Study

The Huffington Post Posted: 06/16/2013 3:48 pm EDT | Updated: 06/17/2013 4:05 pm EDT



Money is so corrupting that even the simple act of thinking about it can lead people to act in unethical ways, according to a recent study from the University of Utah and Harvard University.

Researchers split up [roughly 300 participating undergraduate students](#) into two groups. The first group was asked to perform activities that were associated with money-related words and images, and the second group participated in activities that were unrelated to money altogether.

Afterward, the participants were asked to make a series of illicit business decisions: to act dishonestly but earn more money, for example, or to hire a candidate who would share confidential information. The students who first participated in the money-related activities were more likely to engage in unethical behavior, the researchers found.

"These findings suggest that money is a more insidious corrupting factor than previously appreciated, as mere, subtle exposure to money can be a corrupting influence," they wrote.

The researchers also found that the directness of money's role in the activities had little effect on the outcome. Even students who participated in disguised money activities, such as word scrambles with money-related terms, were more likely to act in a corrupt way in the following experiments.

This study is not the first to observe a connection between cold hard cash and seedy behavior. A 2012 report found that rich people are not only more likely to lie, cheat and promote unethical behavior at work, but [also to take candy from children](#). In that experiment, wealthier people took twice as much candy from a jar labeled "for children" than the poorer people in the same study.

Not only have some rich people been found more likely to take from others, they're also less likely to give their money away. While the wealthiest Americans donated [1.3 percent of their incomes in 2011, the poorest gave away on average 3.2 percent](#), according to a March report from The Atlantic.

Given the seemingly strong relationship between money and bad behavior, the authors of the Harvard and University of Utah study are calling for further research to help curb financial corruption in the workplace.

"Considering the significant role of money in business organizations and everyday life, the idea that subtle reminders of money elicit changes in morality has important implications," they concluded in the study.

The G8 agenda

## The transparency summit

**Britain's leader envisages a world of tax compliance and clear corporate ownership. The obstacles have become a bit less daunting**

Jun 15th 2013



AT FIRST blush, David Cameron seems an unlikely foe of tax dodgers and their accomplices. Conservatives are traditionally friendly to the wealthy and to big business, who gain most from fancy financial footwork. The City of London enjoys symbiosis with a cluster of offshore dependencies—including Jersey and the British Virgin Islands (BVI)—which have a reputation for, at best, inviting tax avoidance and, at worst, aiding financial crime.

But as chair of the summit of the G8 (the biggest industrialised countries) being held in Northern Ireland next week, the prime minister will push for global reform of the world economy's most shadowy corners. He wants to improve tax compliance through the cross-border exchange of information, to improve those data by making companies, trusts and the like show their true owners, and to change outdated rules which multinationals exploit to cut their tax bills. His assault is both on the offshore tax havens and on the often dodgier, if less well-known, practices in onshore jurisdictions such as Delaware—or London.

Cynics will say this is nothing new. John F. Kennedy tried in vain to rein in tax havens in the 1960s. In the late 1990s the Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD), a Paris-based club of rich countries, had a go but was foiled by America, which said low tax rates were a form of healthy competition. European leaders declared war on tax havens at a G20 summit in 2009 but had to retreat when China, whose wealthy citizens are big users of Hong Kong and Caribbean offshore financial centres, objected.

Mr Cameron may fare better. Since 2009 tax havens and financial secrecy have become deeply unpopular with both the public and policymakers. A furore over corporate-tax avoidance in Britain has ensnared high-street brands, such as Apple and Starbucks. A series of leaks, notably 260 gigabytes of data on clients of trust companies in Singapore and the BVI to the International Consortium of Investigative Journalists, led tax authorities in several countries to open investigations.

### Breaking glass

Campaigners for transparency are in full cry. They have been “dictating the script lately”, complains Richard Hay, counsel to the IFC Forum, a lobby group for offshore lawyers: “Cameron has been reading from it.” Ernst & Young, an accounting firm, talks of a “tipping point”.

The British agenda is ambitious. It includes everything from curbing the legal avoidance of corporate taxes to the use of anonymous shell companies to hide corruptly obtained public assets, evade sanctions and launder drug money. A refreshing whiff of candour is in the air. “Instead of preaching to poor countries or promising to double aid, which we never did anyway, the idea now is for the G8 to put its own house in order, in ways that are good for us and also good for Africa,” says Paul Collier of Oxford University, who has been advising Mr Cameron. “The days of ‘do as we say and not as we do’ are over.”

Instead of increasing inflows through aid, the new approach is to curb the often bigger outflows from poor countries—whether from the illegal siphoning of the proceeds of corruption or the legal shifting of corporate profits by mispricing internal transactions. If you include those outflows, Africa would have been a net creditor to the rest of the world in 1980-2009, to the tune of up to \$1.35 trillion, according to the African Development Bank and Global Financial Integrity, a campaigning group.

Rich countries will have to change a lot, starting with the creaking system of international corporate taxation, which dates from an era when companies’ main assets were immovable. Now accountants can shuffle intangible assets such as intellectual property, and the profits they generate, from one jurisdiction to another with ease. A confusing thicket of bilateral tax treaties lets them play off national rules against each other. A tasty example is the “Double Irish with a Dutch Sandwich”, which diverts profits made in, say, France through an Irish company to one in the Netherlands, and on to a second Irish subsidiary in a tax haven such as Bermuda. The result is a lip-smacking absence of tax for the owner, and a sour taste in the places that provide the public services that enable him to do business.

The OECD is working on a series of reform proposals, to be presented to another summit in July, of the broader G20 (the world’s biggest economies). Strong support from the G8 would help. A big part of the proposed changes is to tighten rules on “transfer pricing”: sales of goods or services from one bit of a company to another, at often artificially low or high prices. This allows profits to be moved to low-tax countries and losses to high-tax ones. The OECD wants firms to justify internal prices that deviate from outside norms. But the issues are complex and lobbyists canny. Even with an international consensus, closing loopholes will take years.

The other big push on tax is to move from an “on request” model of information exchange, where countries have to cajole each other to hand over data, to one where they are swapped

automatically. This is already well under way, thanks to America’s Foreign Account Tax Compliance Act (FATCA), which has inspired European countries to make similar demands. It could become the global standard within a decade. Offshore centres are starting to sign up, calculating that a voluntary move now may mean better terms. European laggards, such as Switzerland, Austria and Luxembourg, are also reluctantly increasing compliance. This will make it harder to hide assets abroad.

But not impossible. Much personal wealth is held through shell companies and trusts: empty corporate vehicles, where beneficial ownership is often obscured. Though these have legitimate uses (for example, to conceal a company’s hand in negotiations), they are also useful vehicles for tax-dodgers—and criminals. They can be fronted by nominees, who may have no idea who really owns the company. Combined with other tricks (such as bearer shares, which give ownership to whoever actually holds the relevant bit of paper), the result can be impenetrable murk. In a review of 150 notorious corruption schemes, the World Bank found that each relied on an average of five shells to move or hide the loot. Mr Cameron talks of the need to “knock down the walls of corporate secrecy”.

**Knock knock, who’s there?**  
Beneficial-ownership rules, 2012

Beneficial ownership always recorded	Legal ownership recorded* 36 including:	No recorded ownership information* 27 including:
Andorra	Britain	Austria
Bermuda	Germany	BVI
Costa Rica	Isle of Man	Canada
India	Panama	Cayman Islands
Jersey	Singapore	Seychelles
Monaco	Switzerland	United States

Source: Eurodad

\*For some or all types of corporate vehicle

Of 69 jurisdictions surveyed last year by Eurodad (an anti-corruption network), only six required all types of company to record beneficial-ownership information (see chart). The Financial Action Task Force, which sets anti-money-laundering standards, calls for the identity of real owners to be available in a timely manner to law-enforcement authorities. But the recommendation is non-binding and none of its own members is fully compliant.

Transparency on this front may be a lot for the G8 to manage. In offshore centres such as the Cayman Islands and Jersey, corporate service providers have had to collect ownership information since they first came under international pressure a decade ago, though they are sometimes slow or unwilling to turn it over to investigators. In America, by contrast, the information generally is not even collected. Indeed, states like Delaware and Nevada are among the easiest jurisdictions in the world in which to form a company without revealing who ultimately owns it. This frustrates and embarrasses America’s crime-fighters, but the states’ lawmakers have blocked reform. Britain, with its bearer shares and easily abused limited-liability partnerships, is little better. Complaints from police about anonymous shells helped persuade Mr Cameron to make transparency a G8 theme.

Campaigners want more. A big advantage of owning a bit of a joint-stock company is limited liability: if the firm goes bust, its shareholders do not have to pay its debts. A fair price to pay for the privilege is disclosing ownership in publicly accessible central registries (with narrow exemptions for firms with legitimate security concerns). That would help investigative journalists (we declare an interest) and anti-corruption campaigners, as well as law enforcers

and regulators. Many banks support the idea, too; it would help them meet due-diligence requirements to identify who their clients really are. A study by John Howell & Co for Global Witness, another campaigning group, found that the transition costs in Britain would be modest, ranging from £10m-103m (\$16m-161m) depending on the level of gold-plating.

Still, opposition remains formidable. Mr Hay argues that private-sector “tax vigilantism” could get out of hand. Transparency would make life easier for kidnappers and extortionists. Geoff Cook of Jersey Finance, a trade body, says that giving authorities, but not the public, access to the information “strikes the right balance between being able to monitor potential wrongdoing and leaving legitimate privacy rights intact for the great majority who do no wrong.”

Jason Sharman of Griffith University in Australia argues that poor countries are already overwhelmed by anti-money-laundering obligations. He would prefer to see a tougher version of the model already used in some offshore centres: service providers which register trusts and companies would have to identify owners, hold the information and pass it on promptly when authorities, domestic or foreign, requested it. Those that did not would face harsh penalties, including prison. Such service providers may also be better placed than registries to sniff out false ownership information. For this to work, though, they would have to be well regulated. At the moment, regulation is ineffective in Britain and non-existent in America.

Muck and brass

The first countries to adopt fully transparent corporate registries might suffer a competitive disadvantage. Britain’s offshore satellites fret that while they are being forced to clean up their act, clients could leave in droves for jurisdictions that are under less pressure. If China (not a G8 member) does not sign up to information exchange and corporate openness, Hong Kong and Singapore are unlikely to—so these fast-growing financial centres would continue to suck business from G8 countries and the old offshore centres. The West “could score an own goal”, muses Mr Hay. But reformers fear that the search for a level playing field means no change at all.

Mr Cameron’s advisers see a strong statement in Northern Ireland as an essential step towards further progress. If the G8 is seen to be dealing with its own shortcomings, transparency is more likely to move to the front of the agenda at the G20 (of which China is a member). The best outcome, says Mr Collier, would be a statement of commitment that gives political backing to the fiddly work being done by technocrats at the OECD and elsewhere. Enthusiastic G8 countries can take the broad principles to turn into detailed national “action plans” for peer review later.

But international tax reform will produce losers. America, for one, is loth to inflict more pain on its multinationals, which have borne the brunt of public criticism. Not all G8 countries support changing ownership disclosure rules, let alone making the data public. Germany, Russia and Canada are sceptical. America is keener, but its hands are tied by the states. Britain and France are the keenest, though neither is likely to opt for full public disclosure of beneficial ownership, at least for now. After decades in which corporate tax fiddles have mushroomed, and colossal amounts of criminal and kleptocrat money have sloshed through the world financial system, even limited progress is welcome. Support for clarity on tax and ownership has never been broader, and calls for reform never louder. Mr Collier says the main aim of the summit is to “get the ball rolling”. And if it doesn’t get moving now, when will it?



## **Lionel Messi mis en examen pour fraude fiscale**

2013-06-20 14:32:00



Photo: afp

**Lionel Messi, la star du Barça et de l'équipe argentine de football, a été mis en examen pour fraude fiscale jeudi, aux côtés de son père, a annoncé jeudi le parquet provincial de Barcelone.**

Convoqué devant la justice pour le 17 septembre -date du début de la phase de groupe de la Ligue des Champions, une compétition que Messi et le club catalan ont remporté en 2006, 2009 et 2011-, le quadruple ballon d'or consécutif, 25 ans, est soupçonné d'une fraude fiscale pour plus de quatre millions d'euros, des faits qu'il nie fermement. Ces poursuites risquent cependant de ternir l'image très lisse de la "puce" (1,67 m), l'attaquant vedette du champion d'Espagne, déjà auteur de plus de buts (35) sous le maillot argentin que Maradona, son illustre prédécesseur. Cette convocation fait suite à la procédure engagée le 12 juin par le pôle financier du parquet de Barcelone contre Messi et son père, Jorge Horacio Messi, devant le tribunal de Gava, ville proche de Barcelone, dans le nord-est de l'Espagne, où vit le joueur. "La juge a accepté aujourd'hui de donner suite à cette plainte et a convoqué Messi et son père pour le 17 septembre", a déclaré jeudi à l'AFP José Miguel Company, le porte-parole du parquet provincial. "Ils sont à présent mis en examen", a-t-il ajouté.

### **Paradis fiscaux**

Le joueur et son père sont accusés par le parquet d'avoir caché au fisc espagnol une partie des revenus tirés du droit à l'image de l'international argentin.

Le parquet avait expliqué dans sa plainte qu'il soupçonnait les deux hommes de "trois délits présumés contre le fisc (...) concernant les impôts sur le revenu des exercices 2007, 2008 et 2009", à hauteur respectivement de 1,06 million, 1,58 million et 1,53 million d'euros. "Sur les

exercices 2006, 2007, 2008 et 2009", Lionel Messi "a obtenu d'importants revenus dérivés de la vente des droits d'exploitation de son image, des revenus qui auraient dû être soumis" à l'impôt sur le revenu en Espagne, avait affirmé le parquet. Or, ces revenus ont été "cachés au Trésor public avec l'intention d'éviter de payer ces impôts", avait ajouté le Parquet. Plus précisément, la justice espagnole soupçonne Lionel Messi et son père d'avoir "simulé la cession des droits à l'image" du joueur "à des sociétés écrans installées dans des paradis fiscaux" comme le Belize et l'Uruguay. En parallèle, ils signaient des contrats liés à ces droits à l'image avec d'autres sociétés "installées dans des juridictions de convenance (Royaume-Uni, Suisse)".

### **10e sportif le plus riche**

Des revenus étaient transférés de ces dernières vers les paradis fiscaux, Belize ou Uruguay, "sans pratiquement se soumettre à aucun impôt, et en plus avec une opacité totale vis-à-vis du Trésor public espagnol", selon le parquet. La nouvelle avait été fermement démentie par la famille. Sur la page Facebook de la star, Messi et son père s'étaient déclarés "surpris", affirmant "n'avoir jamais commis d'infraction d'aucune sorte". "Nous avons toujours rempli nos obligations fiscales suivant les avis de nos conseillers fiscaux, qui sont chargés d'éclairer la situation", avaient-ils alors assuré.

Apparaissant comme plus humble que d'autres vedettes du football, notamment son célèbre rival du Real Madrid, Cristiano Ronaldo, "la pulga" (la puce) avait néanmoins su convertir ses exploits sur le terrain en juteux contrats commerciaux.

En juin, Lionel Messi était classé à la dixième place des sportifs les plus riches du monde sur la liste dressée par le magazine Forbes, qui lui attribue un salaire annuel de 20,3 millions de dollars (15 millions d'euros) et des revenus commerciaux s'élevant à 21 millions de dollars (15,53 millions d'euros).

*afp*